

- Les Afghanes sont désormais privées d'instruction dans certaines régions, dont Kaboul.
- Elles sont aussi exclues de presque tous les emplois.
- Elles tentent donc de s'organiser pour résister.

Les Afghanes condamnées à une vie clandestine

Reportage Solène Chalvon-Fioriti
Envoyée spéciale à Kaboul

Dans l'aube fraîche et polluée de Kaboul, au fond d'une cour délabrée, douze jeunes filles disertent de géographie. Des éclats de voix aiguë s'échappent de l'obscur bâtisse en pisé. *"La rivière Helmand est la plus longue d'Afghanistan, elle mesure 1 100 kilomètres de long. Elle se tarit d'année en année, entraînant de terribles sécheresses..."* récite à haute voix Amina, 15 ans. L'adolescente aux yeux clairs suit avec son index le tracé sinueux du cours d'eau sur une carte fanée. *"Très bien"*, se réjouit Morsal, 18 ans, visage gracile au large sourire. La professeuse improvisée officie depuis trois mois, à raison de cent afghanis par semaine et par élève – moins d'un euro. Une reconversion inattendue: élève en terminale, la fille d'anciens paysans se rêvait ingénieure. Mais les bouleversements récents ont réduit ce scénario *"en poudre de cendres"*, résume-t-elle. Depuis leur prise de pouvoir le 15 août, les talibans interdisent aux jeunes filles au-dessus du grade 6, l'équivalent de la sixième en France, de poursuivre leur scolarité. Pour des millions de collégiennes, lycéennes et étudiantes, l'horizon s'est soudainement heurté aux murs de leurs

foyers. Les garçons, eux, ont repris les cours début septembre, à l'exception des universités publiques.

Écoles secrètes

Face à Morsal, Amina semble presque ravie de se voir attribuer des devoirs. Vivant dans le même quartier populaire accroché à l'aéroport de Kaboul, l'adolescente fréquente quatre heures par jour l'école secrète.

Pour des millions de collégiennes, lycéennes et étudiantes, l'horizon s'est soudainement heurté aux murs de leurs foyers.

Son père, boulanger, l'accompagne tous les matins à pied. Il insiste pour qu'elle revête une abaya noire, long manteau fluide et sombre, nouvel uniforme féminin à Kaboul, et pour qu'elle rende ses formes *"discrètes"*, explique Amina, en mimant un geste pudique, les mains croisées sur ses épaules. *"Alors je marche le dos courbé."* Une seule fois, des talibans les ont questionnés en chemin, curieux peut-être de son sac à dos. *"Mon père leur a dit qu'il était très inconvenable de lever les yeux sur sa fille, se souvient-elle. Ils nous ont laissés partir."*

Sola, 8 ans, étudie aussi chez Morsal. *"J'ai peur de désapprendre à lire"*, s'inquiète-t-elle. La fillette, trop jeune pour être concernée par les interdits talibans, pourrait retrouver les bancs de son ancienne classe, mais l'appréhension l'en empêche. *"Sur la route de l'école, il y a un barrage tali-*

ban. Ils me font trop peur." Les militants n'ont pourtant arrêté aucune de ses camarades. Mais la terreur qu'ils inspirent est telle que nombre de familles préfèrent ne plus envoyer leurs plus jeunes filles à l'école officielle, contribuant un peu plus à la déliquescence du système scolaire féminin.

Depuis le ministère de l'Éducation, complètement déserté de ses fonctionnaires dès la mi-journée, les nouveaux maîtres du pays se veulent rassurants. Assis à la place de son prédécesseur, dans un élégant bureau boisé dont personne n'a décroché les clichés sépia des étudiantes sans voile des années 1960, le porte-parole Nazir Muhammad dit ne pas ignorer la multiplication des écoles parallèles. Sans les condamner formellement. *"Nous vérifierons qu'elles respectent le cadre islamique strict"*, soit la non-mixité, assure-t-il, tout en appelant les Afghanes à rester patientes: *"Nos docteurs en sciences islamiques sont sur le point de partager leur feuille de route. Nos filles, nos sœurs iront à l'école bientôt. Elles deviendront ingénieures, docteurs, cadres, tout en étant de bonnes musulmanes."*

Privées d'emplois publics

Un discours lissé, à rebours des prises de parole de plusieurs responsables talibans, bien moins engageantes, certains étant totalement opposés au travail des femmes. Hormis dans les structures de santé, les écoles du primaire et quelques très rares administrations, les emplois publics, au sein desquels elles étaient forte-

ment représentées, leur sont désormais fermés. Quant au secteur privé, l'interdiction d'avoir des membres des deux sexes dans une même pièce les contraint fortement, dans une économie par ailleurs à l'arrêt. *"La concurrence pour les emplois, rendue très féroce par le chômage, évince les plus faibles. Donc les femmes"*, regrette Babar Baloch, porte-parole du Haut-Commissariat de l'Onu pour les réfugiés (HCR). Sans compter les milliers de mollahs, affiliés au régime taliban, qu'il faut intégrer sur le marché du travail. Par conséquent, *"un nombre croissant d'anciennes fonctionnaires s'inscrit aux distributions de nourriture"*, affirme l'humanitaire.

Mais le porte-parole du ministère de l'Éducation balaie les critiques quant aux restrictions imposées, notamment dans les écoles. Selon lui, le gouvernement précédent est à blâmer: *"Savez-vous combien de nos sœurs afghanes ont souffert du harcèlement [sexuel]? C'est de cela que nous devons protéger nos filles, en établissant pour elles un cadre sûr."* Les Occidentaux sont également dans son viseur: *"Ils alimentent une propagande qui vise à salir nos actions, mais ils semblent oublier que les milliards qu'ils ont gelés pourraient servir à financer le fonctionnement des écoles pour filles."*

Puisque les classes mixtes ne sont plus autorisées dans les universités, et que des hommes ne peuvent faire cours à des étudiantes, les dépenses liées à l'embauche d'éventuelles enseignantes et à la construction de nouveaux locaux seraient *"très importantes"*, présume l'officiel. Dans un

